



Programme de formation

26 juin 2026

Gaillac

82 place d'Hautpoul

Appréhender les politiques locales en faveur de l'équilibre des territoires

Pourquoi cette formation?

Nouvel·le élu·e d'une petite ou grande commune, élu·e départemental ou communal, tous partagent un point commun : le souci de mettre en œuvre des politiques adaptées aux problématiques du territoire, aux besoins des habitant·es et en faveur de la transition. Le principe de réalité, les contraintes budgétaires, les imprévus peuvent mettre à mal ces orientations. A l'aune de deux sujets d'actualité, cette journée de formation s'attachera aux marges de manœuvre, aux outils dont disposent les élu·es locaux pour agir, malgré tout, afin de contribuer aux équilibres économiques, écologiques et sociaux.

Objectifs généraux

Disposer d'une analyse éclairée pour sortir des idées reçues.

Comprendre les problématiques des territoires, notamment ruraux pour y initier des politiques efficaces : retours d'expérience, méthodologie, analyse des freins et des leviers

Identifier les moyens à la disposition de sa collectivité pour accompagner la transition économique, écologique et sociale.

9H30-12H30 – Comprendre les enjeux des politiques alimentaires : le rôle clés des territoires ruraux

PFAS, cadmium, eaux de sources contaminées...: les scandales sanitaires se succèdent. Les échanges commerciaux et énergétiques, quant à eux, deviennent de plus en plus tributaires de l'instabilité politique mondiale, entraînant une flambée des coûts des matières premières ou de l'énergie. Les arguments se multiplient en faveur d'un approvisionnement agricole et alimentaire local et de qualité. Encore faut-il mettre en place des politiques en sa faveur pour garantir la santé et la sécurité alimentaire. Les collectivités locales, et plus particulièrement les territoires ruraux, ont ici un rôle clé à jouer. Témoignage d'élu à l'appui, l'auteure principale du Guide Pratique du Cédis «*Les clés de la transition alimentaire*» (2024) analysera les enjeux alimentaires actuels, et les priorités qui s'imposent aux collectivités locales, notamment rurales, en termes de politiques alimentaires et agricoles.

Objectifs opérationnels





Programme de formation

26 juin 2026

Gaillac

82 place d'Hautpoul

- Etablir un état des lieux du système alimentaire actuel
- Identifier les menaces mais aussi les ressources dont disposent les collectivités locales pour repenser des politiques agricoles et alimentaires soucieuses de la santé, des écosystèmes, économiquement et socialement viables.
- Découvrir les actions menées dans certaines collectivités, et réfléchir aux moyens pour les transposer sur son territoire.

Intervenante

Julie Cazenave - chargée de mission alimentation et stratégies territoriales – auteure principale du Guide Pratique « *Les clés de la transition alimentaire* » (2024)

Avec le témoignage d'un-e élu-e local-e (à préciser)

14H – 17H – Légitimation de l'extrême-droite et implantation au niveau local : comprendre pour agir

Les élections municipales 2026 marquent la forte progression de l'extrême-droite: elle s'impose dans 63 mairies, dont 57 de plus de 3 500 habitants, et compte désormais plus de 3 000 élus municipaux, contre 800 en 2020. En s'emparant de Castres, Montauban, Carcassonne ou Agde, elle s'assure désormais d'un ancrage local, longtemps négligé. Cette demi-journée de formation proposera une analyse du vote RN, en déconstruisant certaines prénotions sur l'extrême droite et ses électeurs. Elle éclairera le travail des élus d'extrême-droite et la stratégie d'implantation locale, *notamment dans les territoires ruraux ?*, afin d'accompagner les élus dans la construction ou la formulation d'alternatives garantes de l'intérêt général.

Objectifs opérationnels

- Comprendre la stratégie d'action et de communication des partis d'extrême droite
- Analyser le rôle des médias et des autres partis afin de comprendre leurs rôles et le moyen de contrebalancer le glissement de l'électorat
- S'interroger sur les politiques publiques à initier pour faire des collectivités locales le garant de l'intérêt général.

Intervenante

Safia Dahani - docteure en science politique à l'Université de Toulouse 1 Capitole

